

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 23 DÉCEMBRE 2014

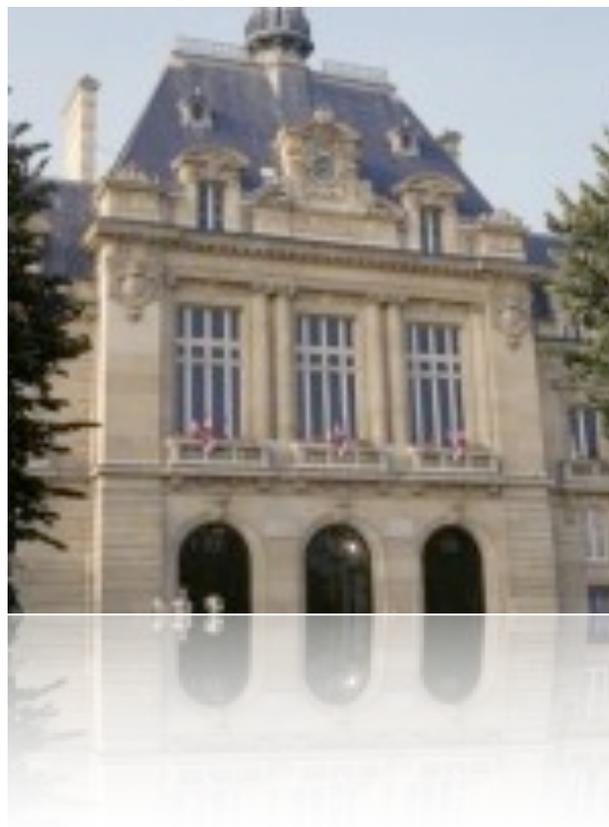
SOMMAIRE

- 1) Le PS se couche (comme d'hab!) face au MRC...
- 2) Maurice Duverger n'est plus
- 3) La bête noire !
- 4) Sa position...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Départementales au Kremlin : alliances compliquées à gauche



La gauche partira-t-elle unie dans le canton du Kremlin-Gentilly ? Cela n'en prend pas le chemin. Les écologistes ont décidé de partir en solo et le Front de gauche pourrait bien faire de même.

Alors que **Bernard Chappellier** a annoncé sa candidature au nom d'EELV en binôme avec Nadine Herrati en début de semaine, Jean-Marc Nicolle, 1er secrétaire de la fédération MRC 94, indique « déplorer l'entêtement de Bernard Chappellier à persister dans sa candidature et à ne pas entendre la nécessité pour la gauche et les écologistes de se rassembler pour empêcher la droite de conquérir le canton du Kremlin-Bicêtre et le Conseil général. L'entêtement du candidat écologiste est d'autant plus dommageable que l'existence de liste de quatre candidats dans les nouveaux cantons permet de présenter des listes de rassemblement de la gauche », dénonce le 1er adjoint au maire MRC. *« Le canton du Kremlin Gentilly est un canton de gauche sans risque et personne n'a rien proposé à EELV pour les départementales », rétorque Bernard Chappellier.*

« La perte du département et de ce canton sont possibles en raison du contexte national et de la division à l'œuvre », s'inquiète pourtant le représentant MRC.

Il est vrai qu'il n'y a pas qu'EELV qui coince à gauche dans le canton. **Si le PS a prévu de faire place au MRC et a gelé ses investitures dans le canton, le PCF ne s'est pas encore positionné.** Une proposition a été faite pour présenter en binôme le député-maire MRC du Kremlin Jean-Luc Laurent, qui devra, en cas d'élection, abandonner un de ses mandats (celui de maire?), et Patricia Tordjman, maire PCF de Gentilly, mais le PCF n'a pas encore donné suite. Tout dépend notamment du souhait ou non du vice-président du Conseil général Alain Desmarest de se représenter ou non.

Au-delà des élections départementales, il y a aussi dans la balance les élections législatives passées et à venir. **L'éviction du seul député communiste** du département Pierre Gosnat par le MRC Jean-Luc Laurent (soutenu par le PS) lors des législatives de 2012 **a été vécue douloureusement et le PCF n'a pas forcément intérêt à ancrer définitivement le MRC sur la circonscription s'il veut tenter de récupérer son siège en 2017.** Un contexte qui ne facilite pas l'union, d'autant que les partenaires Front de Gauche du PCF risquent de ne pas se précipiter non plus pour faire alliance avec le

le MRC.

94.citoyens.com

II) Mort du politologue Maurice Duverger

AFP

Né en 1917, il fut député européen, professeur de droit ou encore chroniqueur de presse.

Le politologue Maurice Duverger, spécialiste du droit constitutionnel, est décédé à l'âge de 97 ans, annonce sa famille dans le carnet du Monde daté de mardi.

Né le 5 juin 1917, Maurice Duverger, ancien député européen (1989-94), élu sur la liste du Parti communiste italien (PCI), sera inhumé le 29 décembre au cimetière du Tholonet (Bouches-du-Rhône). Ancien professeur émérite à la Sorbonne, ancien directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, ce juriste passionné par l'analyse et le commentaire, était l'auteur d'une trentaine d'ouvrages. Agrégé de droit public, Maurice Duverger a été professeur aux facultés de droit de Poitiers (1942-43), puis de Bordeaux (1943-45).

A deux reprises, l'attitude de Maurice Duverger durant les premières années de l'occupation fut mise en cause. En 1987, le magazine Actuel l'avait accusé d'avoir fait preuve d'antisémitisme dans un commentaire de la revue de Droit public, en 1940-41, sur le statut des juifs. Maurice Duverger avait gagné un procès en diffamation contre le mensuel, le tribunal estimant que son commentaire de l'époque n'impliquait aucune approbation de la loi de Vichy. En 2003, la revue l'Histoire lui reprochait d'avoir écrit sous un pseudonyme pour un journal collaborationniste de Bordeaux.

Une œuvre abondante

A partir de 1955, il est professeur à l'université de Paris-I, dont il dirige de 1969 à 1975 le département des sciences politiques. Parallèlement à sa carrière d'universitaire, il débat de la vie publique dans divers journaux et revues. Il est notamment chroniqueur au Monde à partir de 1946, collaborateur de l'Express (1954-65), puis du Nouvel Observateur, ainsi qu'éditorialiste des quotidiens italien et espagnol Corriere della Sera et El Pais . Cette intense activité journalistique ne l'empêche pas d'être l'auteur d'une œuvre abondante, traduite en une vingtaine de langues.

Outre des manuels d'enseignement supérieur tels que Institutions politiques et droit constitutionnel (1966), ou la Cinquième République (1968), et des essais politiques (les Partis politiques, 1951 et 1981), il a publié plusieurs ouvrages de vulgarisation comme les Régimes politiques (1965), ou la Cohabitation des Français (1987). Dès la publication de son premier livre, La Constitution de la France (1944), Maurice Duverger est partisan du système présidentiel favorisant le dualisme droite-gauche et l'alternance, condition selon lui, d'une démocratie qui ne serait plus une «démocratie sans le peuple».

Candidat à deux reprises à l'Académie française (1978 et 1987), Maurice Duverger était grand officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre national du mérite.

liberation.fr/AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Michel Onfray : «Eric Zemmour est un bouc émissaire idéal pour la gauche»

Alexandre Devecchio



FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Michel Onfray réagit à l'éviction d'Eric Zemmour d'I-télé. Le philosophe considère qu'en France, la controverse a été remplacée par un discours uniforme et snob qui étouffe le mouvement des idées.

Michel Onfray est philosophe. Après le 21 avril 2002, il fonde l'Université Populaire de Caen . Son dernier livre, Sade, la passion de la méchanceté, est paru chez Autrement.

Propos recueillis par Alexandre Devecchio @Alex_devecch

FIGAROVOX-Après l'éviction d'Eric Zemmour d'I-télé vous avez tweeté. «Désormais on licencie, on pétitionne, on vitupère au plus haut niveau de l'Etat pour raisons idéologiques. Permanence du bûcher!». Pensez-vous vraiment que la «tête» d'Eric Zemmour ait été exigée au plus haut niveau de l'Etat?

Michel ONFRAY: Je ne sais pas, car si c'est le cas, seules quelques personnes le savent vraiment... Mais je me souviens que le porte-parole de l'Elysée a affirmé de quoi nourrir cette idée. Je ne sais ce qui a motivé cette chaîne à agir ainsi, mais elle est en phase avec ce que le gouvernement a souhaité.

En diabolisant Eric Zemmour, le gouvernement cherche-t-il à faire oublier son bilan?

La gauche qui est au pouvoir depuis 1983 n'est plus de gauche parce qu'elle s'est convertie au libéralisme et que, dans le libéralisme, ce sont les marchés qui font la loi, pas les politiques - qui se contentent de l'accompagner et de le favoriser

plus ou moins... Le bilan, c'est celui du libéralisme, donc celui de Mitterrand après 83, de Chirac pendant deux mandats, de Sarkozy pendant un quinquennat, de Hollande depuis son accès au pouvoir. Si ces gens-là veulent se distinguer, il faut qu'ils le fassent sur d'autres sujets que l'économie libérale, les fameux sujets de société bien clivants: mariage homosexuel, procréation médicalement assistée, vote des immigrés, théorie du genre sous prétexte de féminisme, euthanasie ou soins palliatifs, dépénalisation du cannabis, vote des étrangers, etc.

Zemmour est une excellente aubaine pour la gauche: il suffit d'en faire l'homme de droite par excellence, le représentant du «bloc réactionnaire» comme le martèle Cambadélis, (ancien trotskyste, condamné par la justice, mais néanmoins patron du PS...) le spécimen du penseur d'extrême-droite, pour se trouver un bouc émissaire qu'on égorge en famille, en chantant ses propres louanges pour une si belle occasion. «Nous sommes donc bien de gauche, nous, puisqu'il est de droite, lui!» vocifèrent-ils en aiguisant le couteau.

Ce que la gauche veut faire oublier c'est moins son bilan que son appartenance, avec la droite libérale, au club de ceux qui font le monde comme il est. Autrement dit: au club de ceux qui nourrissent le Front National qui ne vit que des souffrances générées par le marché. Il y a donc intérêt pour eux tous, droite libérale et gauche libérale, à se retrouver comme un seul homme pour égorger la victime émissaire qui dit que le FN progresse avec un quart de siècle de la politique de ces gens-là.

En France, on ne polémique plus : on assassine, on méprise, on tue, on détruit, on calomnie, on attaque, on souille, on insinue...

Que révèle cette polémique sur l'Etat du débat en France?

Qu'il est mort... En France, on ne polémique plus: on assassine, on méprise, on tue, on détruit, on calomnie, on attaque, on souille, on insinue... C'est la méthode que je dirai du Raoul! Rappelez vous Raoul/ Blier dans Les Tontons Flingueurs: «Mais moi, les dingues, je les soigne. Je vais lui faire une ordonnance, et une sévère... Je vais lui montrer qui c'est Raoul. Aux quatre coins de Paris qu'on va le retrouver, éparpillé par petits bouts, façon Puzzle. Moi, quand on m'en fait trop, je

correctionne plus: je dynamite, je disperse, je ventile!». Eric Zemmour se trouve donc éparpillé façon puzzle aux quatre coins de Paris. Mais Paris n'est pas la France.

Certains ont été jusqu'à parler de «dictature». Sommes-nous en train de basculer vers une forme de totalitarisme intellectuel?

Nous y sommes, c'est évident! Plus question de craindre le basculement, nous avons déjà basculé. Seules les idées politiquement correctes sont admises dans ce qui se présente comme un débat mais qui n'est qu'un salon mondain où l'on invite le marginal qui ne pense pas comme soi pour montrer sa grandeur d'âme, sa libéralité, sa tolérance. Mais dès que l'invité prend plus de place que prévu, qu'on ne parle plus que de lui, comme avec Zemmour, alors on disperse façon puzzle: on montre sa véritable nature. Inviter en bout de table, pour le dîner de con, oui, mais pas question que l'invité retourne la situation et montre à toute la tablée que le con ça n'est pas lui... Or rien n'est plus violent qu'un con démasqué après qu'il eût échoué à présenter l'autre comme ce qu'il finit par incarner dans sa superbe!

Qu'une frange de donneurs de leçons qui ne brillent pas par leur goût de la justice et de la justesse me traite de réactionnaire ne m'émeut pas. Je serais plutôt ému si elle disait du bien de moi !

Vos positions sur la théorie du genre à l'école avaient dérouté une certaine gauche. Vous le «libertaire» ne craignez-vous pas d'être définitivement classé dans la catégorie des «réactionnaires»?

Depuis la réception sous forme de cabale de mon livre sur Freud, Le crépuscule d'une idole, j'ai vu la bêtise au front de taureau de très près: j'ai alors compris que la partition n'est pas entre droite et gauche, mais entre ceux qui ont le sens de la justice et de la justesse, des faits et de la vérité, de l'histoire et de l'esprit critique, et ceux qui ne l'ont pas. La gauche et la droite sont pareillement contaminés par l'esprit de bêtise. Mais la gauche et la droite portent également en leur sein une égale partie de gens lucides et libres. Ce sont ceux-là qui m'importent. Qu'une frange de donneurs de leçons qui ne brillent pas par leur goût de la justice et de la justesse me traite de réactionnaire ne m'émeut pas. Je serais plutôt ému

si elle disait du bien de moi! Etre libertaire, c'est s'affranchir des catégories de droite et de gauche quand il y a à juger et statuer sur ce qui est adéquat - pour le dire dans un mot de Spinoza que Deleuze aimait beaucoup.

Mes points communs avec Zemmour sont ceux qu'il a avec Mélenchon

Sur le plan intellectuel, quels sont vos points communs et vos différences avec Eric Zemmour?

Mes points communs avec Zemmour sont ceux qu'il a avec Mélenchon qui, saluons-le d'ailleurs sur ce sujet, réprovoque qu'on traite Eric Zemmour de la sorte! Les voici: refus du libéralisme comme horizon indépassable, refus de l'Europe telle quelle fonctionne comme instrument de la machine libérale, critique de l'euro comme rouage de cette machine, confusion des partis de gouvernement dans une même condamnation parce que porteurs du projet libéral, souci du peuple et de son génie propre, condamnation des technostructures qui abolissent la souveraineté populaire, sens et goût de l'histoire.

Précisons que cette pensée est aussi celle de l'aile gauche du PS, de l'aile gauche de l'UMP (très silencieuse il est vrai...), de l'extrême-gauche, de Dupont-Aignan et... de Marine Le Pen, autrement dit, de beaucoup de français qui ne sont pas pour autant des vichystes ou des fascistes...

En revanche, je ne suis d'accord avec lui sur la critique de Mai 68 qui a été un mouvement nécessaire - même dans ses excès. La France d'avant Mai n'est pas désirable pour moi, car je ne suis pas réactionnaire, au sens étymologique, c'est à dire nostalgique d'un ordre ancien que j'aimerais revoir, en l'occurrence le gaullisme qui n'est grand que par de Gaulle mais si petit par les gaullistes non-historiques.

Je suis clairement féministe et je crois même que le féminisme est tué par ceux qui s'en réclament en portant des revendications minoritaires pour la grande majorité des femmes qui ne sont pas des lectrices de la presse bobo.

Je ne suis pas pour autant un dévot de ce que l'après Mai a rendu possible. Mai 68 fut donc nécessaire, mais pas suffisant. Il lui manque d'avoir porté des valeurs alternatives. Pour ma part, mes livres travaillent à en proposer. Mon refus de l'abolition des sexes, comme y invite la théorie du genre, n'est pas motivée par un désir de

restaurer le patriarcat - ce que souhaiterait Eric Zemmour. Je suis clairement féministe et je crois même que le féminisme est tué par ceux qui s'en réclament en portant des revendications minoritaires pour la grande majorité des femmes qui ne sont pas des lectrices de la presse bobo. Je suis pour l'avortement, pour la contraception et ne croit pas que l'avortement constitue un génocide français, via la démographie.

Je ne souscris pas à sa méfiance à l'endroit de toute immigration: le problème n'est pas l'immigration, mais l'islam quand il se fait politique et sort du cadre intime. Certes, il concerne des immigrés, mais aussi des français convertis ou non. Je suis athée et n'ai pas pour modèle une France catholique célébrant le travail, la famille et la patrie. Je crois qu'il faudrait encore baisser le temps de travail pour mieux le partager (logique décroissante), que toute famille est là où des gens s'aiment (logique post-catholique homophile) et que la patrie est amour d'une terre qui n'exige pas les racines mais l'envie de faire communauté (logique d'immigré: ma famille est venue du Danemark avec les invasions Viking il y a mille ans...).

N'y a-t-il pas un paradoxe à critiquer le libéralisme économique tout en revendiquant votre libertarisme sur le plan social. Les deux ne sont-ils pas liés?

L'étymologie de Littré nous apprend du paradoxe qu'il définit ce qui est à côté de l'opinion. Or l'opinion est faite par l'idéologie des médias de masse. Dès lors, en effet, il semble y avoir un paradoxe à se dire antilibéral et libertaire. Mais un paradoxe aux seuls yeux des victimes de l'opinion. Car l'opinion dominante dans les médias fait du marché libre l'horizon économique indépassable dans la configuration mondialisée qui est la nôtre. De même, elle fait la plupart du temps du libertaire uniquement un bobo qui veut l'amour libre, la légalisation du pétard, l'énergie renouvelable, le pain bio, le vélo dans les villes. Parfois, elle en fait aussi un casseur de vitrines cagoulé...

Or la tradition de socialisme libertaire que je revendique s'enracine dans une pensée qui, de la Commune à LIP en passant par les communautés anarchistes de la Guerre d'Espagne, a été mutilée, ravagée, moquée par les tenants de l'idéologie dominante marxiste ou néo marxiste. Ma référence libertaire est autogestionnaire, mutuelliste, coopérative, elle renvoie à Proudhon s'il faut un nom - l'inventeur du mot anarchiste.

Elle triomphe actuellement à bas bruit dans l'organisation alternative du capitalisme qui peut être dit libertaire: production, diffusion, distribution, organisation en réseau, loin des villes, des médias et de la visibilité organisée par les tenants du libéralisme. Elle suppose ce que le même Proudhon appelait «un anarchisme positif» loin de la récrimination et tout entier dans la construction. Je n'ai pas créé par hasard une université populaire à Caen en 2002 et une université populaire du goût ensuite! Je crois à l'éducation populaire - donc au débat. A l'UP de Caen, par exemple, j'ai souhaité qu'une psychanalyste enseigne la psychanalyse pour que chacun puisse se faire son idée. Je ne pense pas que les freudiens en feront autant!

Je ne crois plus à un programme commun de la gauche antilibérale auquel j'ai jadis souscrit. Dans la configuration qui est la nôtre, l'abstention va faire la loi jusqu'à ce qu'une violence donne voix et forme à ce désespoir. Mais laquelle ?

La convergence, voire la complicité intellectuelle, que l'on observe entre la gauche antilibérale et certains conservateurs tout aussi hostiles au libre-échange mondialisé peut-elle déboucher, selon vous, sur une alternative politique?

Non car la communauté de vue entre tous les antilibéraux sur la critique du libéralisme (Mélenchon & Le Pen par exemple) ne suffit pas à faire un programme commun de gouvernement. La communauté de vue sur ce à quoi on s'oppose n'a jamais suffi à faire quoi que ce soit pour. Cette convergence des contre peut faire tomber un gouvernement, mais elle en saurait en faire émerger un sur une ligne commune: ceux qui sont d'accord sur leurs refus ne sont d'accord en rien en matière de propositions.

Par exemple: l'extrême gauche communie dans l'islamo-gauchisme et l'abolition des frontières, alors que Marine Le Pen met en garde contre l'Islam et veut le retour des frontières, pendant que Mélenchon et le Front de Gauche font de l'immigration une chance pour la France - ce que le patronat pense également, puisqu'il se félicite de la fin des frontières et de l'arrivée massive sur le marché du travail d'un sous-prolétariat prêt à tout pour travailler et consommer!

Cette galaxie d'anti n'est capable que de négativité: faire tomber un gouvernement, mettre

des gens dans la rue, exciter les résistances violentes au capitalisme marchand, surfer sur les vagues ressentimentuses. Mais rien qui soit positif, hélas!

Si la gauche non libérale était capable d'union, ce serait déjà beaucoup. Mais j'ai cessé de croire à cette illusion. Trop d'egos en jeu. Je ne crois plus à un programme commun de la gauche antilibérale auquel j'ai jadis souscrit. Dans la configuration qui est la nôtre, l'abstention va faire la loi jusqu'à ce qu'une violence donne voix et forme à ce désespoir. Mais laquelle?

Avertissement de modération: Nous vous rappelons que vos commentaires sont soumis à notre charte et qu'il n'est pas permis de tenir de propos violents, de mauvais goût, discriminatoires ou diffamatoires. Tous les commentaires contraires à cette charte seront retirés et leurs auteurs risquent de voir leur compte clos. Merci d'avance pour votre compréhension.

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Elections départementales : la position du Front de gauche



Pour le PCF et le parti de gauche, "les élections départementales de mars 2015 seront un test politique important. Elles interviendront dans un contexte d'aggravation de la politique libérale conduite par le président de la République et son gouvernement, une politique au service du MEDEF dont le cours autoritaire face aux luttes populaires renforce le discrédit sans précédent de l'exécutif."

La crise politique s'aggrave de jour en jour, la base sociale du président et de son premier ministre ne cesse de se réduire. Ce pouvoir est aujourd'hui minoritaire dans le cœur de celles et ceux qui restent attachés aux valeurs de la gauche. Minoritaire dans le peuple, sans majorité absolue à l'Assemblée Nationale, battu au Sénat, l'exécutif n'a pas la légitimité pour appliquer une politique, contraire à ses engagements électoraux, qui divise et décourage le monde du travail, les classes populaires et la jeunesse. .

Cette crise politique est désormais une crise de régime, celle de cette monarchie présidentielle qu'est la 5ème République.

Pour les populations déjà durement éprouvées, les conséquences sont très lourdes. Les départements sont en effet un maillon essentiel des politiques publiques dans notre pays. Avec 72 milliards d'euros de dépenses chaque année, ils gèrent notamment toutes les politiques sociales :

assistances sociales, versement des allocations de solidarité (RSA, APA, PCH, ...), placement et suivi des mineurs étrangers, politiques en direction de l'enfance en danger, PMI, etc ...

Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle ouvre la voie au retour d'une droite confortée dans ses choix réactionnaires ; elle permet au Front national en masquant ses véritables objectifs, de se présenter comme une alternative.

Le Front de gauche s'oppose à la fois à la politique d'austérité menée par le gouvernement et à l'offensive de la droite et de l'extrême droite.

En dépit de multiples protestations, l'existence même des départements est menacée. Manuel Valls passe en force.

Pourtant le nouveau découpage des cantons est l'objet de nombreux recours auprès de la justice,

le sort réservé aux départements en liaison avec la mise en place des métropoles n'est pas connu et les compétences des conseillers départementaux n'ont pas encore été clarifiées.

La réforme territoriale mise en place cherche uniquement à répondre aux impératifs sans fin de compétitivité des grandes entreprises, par la mise en concurrence des territoires, l'éloignement des citoyennes et des citoyens de leurs élu-e-s, la mise en cause des services publics pour préparer leur externalisation et le transfert de tout ce qui est rentable pour satisfaire aux exigences financières des groupes privés. Elle rompt avec les principes républicains d'égalité et de solidarité territoriale. Le soi-disant « choc de simplification » est une recentralisation qui se fait au détriment du bien commun que constitue la démocratie locale. Il s'agit en réalité d'un processus « dé-constituant » qui mine toujours plus la souveraineté populaire.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre des politiques d'austérité qui cherchent à soumettre toute l'Union européenne aux exigences des marchés. Les collectivités territoriales sont sommées de réduire leurs dépenses et leurs effectifs, condamnées à voir leurs dotations drastiquement réduites alors qu'elles assurent 70% de l'investissement public et jouent un rôle indispensable en période de crise pour les populations.

Déjà des coupes budgétaires touchent de nombreux secteurs. Le financement des associations, les politiques culturelles et sportives sont remises en cause.

En supprimant « l'entrave à la concurrence » que constitue la clause de compétence générale des collectivités, le gouvernement est cohérent : il s'inscrit dans le cadre de la négociation du Grand Marché Transatlantique (TAFTA).

Il faut ouvrir une autre voie. Le FdG veut être un outil au service de cet objectif.

Le Front de gauche appelle à susciter la plus large implication citoyenne possible, bien au delà des partis politiques, de celles et ceux qui opposent la nécessité de politiques alternatives aux choix de ce gouvernement, qu'il s'agisse de syndicalistes, de personnalités de la vie associative ou de simples citoyen-ne-s engagé-e-s.

Mobilisons-nous pour sauvegarder et promouvoir les politiques publiques de solidarité que nos élu-e-s se sont efforcé-e-s de mettre en œuvre dans de

très nombreux territoires, pour faire échec aux politiques d'austérité et à la réforme territoriale.

Mobilisons-nous pour développer une démocratie de proximité, ajustée aux besoins et à l'expérience des citoyens.

Nous les appelons à ne pas traduire leur déception par l'abstention, à contribuer par leur vote à faire émerger une alternative de transformation sociale et écologique dans tout le pays, à faire élire de nombreuses élues et élus qui défendront ces orientations dans les collectivités locales en empêchant la droite et l'extrême-droite de gagner la très grande majorité des départements.

Au plan national nous entendons prendre appui sur ces élections pour mettre en mouvement une force capable de construire l'alternative nécessaire à gauche, en nous appuyant sur les luttes et les résistances qui s'opposent à la politique suivie et que nous entendons contribuer à développer.

Rien n'est possible sans la mise en mouvement du peuple, sans la mise en mouvement des citoyennes et des citoyens qui aspirent à un renouveau de la politique.

C'est sur ces bases que le FdG entend impulser des candidatures citoyennes dans tout le pays.

Nous n'entendons pas le faire seuls.

C'est pourquoi nous, l'ensemble des composantes du FdG, nous nous adressons à tous nos partenaires potentiels de la gauche et de l'écologie qui refusent la politique du gouvernement. Nous voulons construire ces candidatures avec celles et ceux dont l'engagement associatif ou syndical témoigne de la volonté d'imposer une autre politique.

Ensemble nous pouvons résister à l'austérité, promouvoir la démocratie locale et l'intervention citoyenne, contre la réforme territoriale. Nous voulons gagner des élus prêts à agir sur ces bases pour construire de nouvelles majorités anti-austérité dans les Conseils Départementaux.

Le FdG invite toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette démarche à construire des candidatures de large rassemblement en s'appuyant sur des assemblées citoyennes, au niveau des cantons, pour discuter et décider dans la concertation du contenu des propositions et des candidatures. Cette démarche contribuera à impulser une dynamique populaire indispensable pour gagner.

Le FdG propose que l'ensemble de ces candidatures soit identifié nationalement par une appellation et des propositions inscrites dans un document qui fasse référence. Dans chaque département ces candidatures se présenteront comme une alternative à celles des forces qui soutiennent la politique gouvernementale.

Le FdG entend contribuer à cette construction commune en proposant des actions et des mesures permettant de répondre aux urgences sociales et écologiques actuelles.

➤ Agir contre les politiques d'austérité dans les départements, contre la réduction des dotations aux collectivités locales imposées par le gouvernement, contre les diktats de l'Europe.

➤ Dans l'esprit de la VIème République à laquelle nous aspirons, combattre la réforme territoriale et donner plus de pouvoirs aux citoyens par une démocratie participative de proximité. Construire une véritable coopération de projets entre les territoires, basée sur la solidarité et non sur la concurrence.

Nos élu-e-s respecteront des principes susceptibles de rétablir la confiance en la politique par de bonnes pratiques de gestion, la transparence des décisions, la participation citoyenne, les compte rendus de mandat, l'exigence de probité, la lutte contre le trafic d'influence, et tendre vers le non cumul des mandats.

➤ Soutenir les mobilisations contre l'austérité, ainsi que celles qui promeuvent un nouveau type de progrès humain durable, non productiviste, respectueux de la planète, tourné vers la satisfaction des besoins sociaux, l'égalité hommes-femmes.

➤ Affirmer notre solidarité avec les mouvements sociaux contre la répression patronale ou gouvernementale et la criminalisation de ces mouvements.

Définir les grands axes d'une politique alternative à l'échelle des territoires :

➤ Réforme globale de la fiscalité locale permettant plus de justice et mettant à contribution les actifs financiers des grandes entreprises.

➤ Construction entre les départements, les communes et l'État, de politiques publiques de solidarité et notamment d'un véritable service public d'aide à la personne dans lequel l'Etat assurerait la responsabilité du financement des allocations sociales en se basant sur la solidarité

nationale.

➤ Mesures d'urgences pour les collectivités qui sont asphyxiées financièrement, en leur permettant l'accès à des crédits à taux bas, comparables à ceux que la BCE distribue aux banques (0,05%) et en refusant le paiement des emprunts toxiques.

➤ Engager une transition écologique dans chaque département en matière de transports publics, de soutien à l'agriculture paysanne, de protection de la biodiversité, de gestion naturelle des massifs forestiers, de désobéissance aux règles européennes de libre échange et de privatisation des sous-sols (GMT-TAFTA)...

➤ Nous refusons les projets qui ne répondent pas à l'intérêt général et sont écologiquement nuisibles et exigeons le recours au référendum quand un projet local est contesté.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

LAPRESSEENREVUE.EU

La Presse en Revue sera
absente du 24 décembre
2014 au 5 janvier 2015.

Bonnes fêtes

A Suivre...
La Presse en Revue